

## Questions et Réponses

- 1. En Annexe 1 de la RFP/ Section Description des services requis/ sous-section a. Fonctions clés : il est mentionné qu'une " enquête a été développée et que UNCDF lancera la première série de résultats pour les pays du Pacifique en juin-juillet 2023". Ces résultats ont-ils déjà été lancés/publiés ? Si oui, y aurait-il un moyen (liens Internet, documents publics, ou autres) de les consulter ? De plus y aurait-il une documentation accessible décrivant l'approche utilisée pendant l'étude au niveau des pays du Pacifique ?**

R : R : L'outil d'enquête utilisé dans les pays du Pacifique est disponible à l'annexe B du rapport principal "Assessing Digital and Financial Literacy in Fiji". Les parties intéressées peuvent accéder au rapport sur les Fidji en cliquant [ICI](#).

Le protocole de l'enquête sur les îles Fidji est décrit en détail dans le rapport. Cependant, l'organisation/le consortium sélectionné(e) mettra à jour le protocole afin qu'il corresponde aux conditions locales au Niger et au Gabon.

De plus, dans le [rapport Fidji](#), à la page 11, les candidats intéressés ont accès à la méthodologie appliquée.

- 2. Q : Vous mentionnez que l'outil d'enquête qui constitue la base de l'enquête au Gabon et au Niger a été développé à l'origine pour Fidji et d'autres pays de la région du Pacifique. Cette enquête est-elle disponible ?**

R : Oui, veuillez-vous référer à la question 1. Le questionnaire conçu (en anglais) pour les îles Fidji est disponible dès à présent dans l'annexe B du rapport principal "Assessing Digital and Financial Literacy in Fiji" (évaluation de la culture numérique et financière aux îles Fidji) à ce [lien](#).

- 3. Q : Les termes de référence indiquent que le cabinet de conseil fournira "une traduction dans les principales langues locales". Pourriez-vous nous indiquer les langues que vous considérez comme "principales" au Niger et au Gabon ?**

R : Nous nous attendions que les soumissionnaires connaissent le Niger et le Gabon et qu'ils fassent une offre éclairée sur la base de leur expérience dans ces pays. Nous ne nous attendons pas à ce que toutes les langues nationales soient prises en compte dans l'enquête. Les entreprises doivent prendre en compte les langues les plus parlées. Par exemple, au Niger, les entreprises doivent prendre en compte les " langues de communautés " les plus parlées, à savoir l'Haoussa, le Zarma, le Tamasheq et le Peul.

Au Gabon, les candidats doivent prendre en considération au moins les trois langues les plus parlées : Fang, Mbédé et Punu.

- 4. Q : Pouvez-vous confirmer que l'enquête actuelle n'est disponible qu'en anglais ? Ou avez-vous déjà une version française ?**

R : Les versions anglaise et française sont déjà disponibles. Cependant, certaines révisions sont encore nécessaires pour adapter le contenu à certains mots locaux spécifiques et incorporer des exemples pertinents qui résonnent dans les contextes locaux du Niger et du Gabon. Cela permettra

de s'assurer que l'enquête reflète effectivement les nuances et les préférences des répondants de ces deux pays.

- 5. Q : Les termes de référence mentionnent que nous pouvons utiliser "... à la fois des technologies en personne et des technologies assistées par ordinateur (i.e. CATI, CAPI)". Voulez-vous dire que vous envisagez d'envoyer l'enquête par courrier électronique à certains répondants ? Dans l'affirmative, quel type de répondants considèreriez-vous comme éligibles pour des enquêtes basées sur le web ? Souhaitez-vous que l'entreprise mène des entretiens à la fois par téléphone et en personne ? Dans l'affirmative, pourriez-vous indiquer combien d'enquêtes seront réalisées en personne et combien par téléphone ?**

R : Nous ne prévoyons pas d'envoyer l'enquête par courrier électronique aux participants.

L'organisation ou le consortium choisi devra mener les entretiens soit en personne, soit par téléphone, conformément aux pratiques en vigueur dans chaque pays. Par exemple, à Fidji, la répartition était de 60 % d'entretiens en personne et de 40 % par téléphone. Cependant, dans le contexte du Niger et du Gabon, une répartition différente est envisagée, avec environ 80 % d'entretiens en personne et 20 % par téléphone.

Dans la proposition technique, les candidats doivent justifier les outils et la répartition qu'ils proposent. Le choix entre la réalisation des enquêtes en personne ou par téléphone n'affectera pas la qualité de l'enquête, mais dépendra plutôt des attitudes dominantes des personnes interrogées au Niger et au Gabon. La décision sur les canaux d'administration de l'enquête dépendra des attitudes locales dans les deux pays et fera partie des propositions techniques pour expliquer le raisonnement sur la stratégie.

Pour la collecte des données, l'organisation ou le consortium sélectionné est tenu d'utiliser des méthodologies assistées par ordinateur telles que Kobo-collect, ODK ou des outils similaires, que les données soient collectées en personne ou par téléphone. En règle générale, l'enquête est préprogrammée sur une tablette électronique à l'intention de l'agent recenseur.

Pour une compréhension plus complète de la manière dont l'échantillonnage a été réalisé dans le contexte des Fidji, les candidats intéressés peuvent se référer au rapport « Assessing Digital and Financial Literacy in Fiji » en cliquant sur le lien suivant : [ICI](#).

- 6. Q : Quelle taille d'échantillon attendez-vous de l'entreprise ? Pouvons-nous supposer que vous prévoyez un échantillon de la même taille que celui qui a été interrogé à Fidji et la même proportion d'entretiens par téléphone ? Pensez-vous que la taille de l'échantillon pour le Niger sera plus importante que pour le Gabon, en raison de sa plus grande taille ?**

R : En tenant compte d'une marge d'erreur de 2,5 % et d'un niveau de confiance de 95 %, comme pour l'enquête sur les îles Fidji, la taille de l'échantillon cible pour chacun des deux pays serait d'environ 1 600 personnes par pays.

Nous visons une approche d'échantillonnage similaire à celle adoptée à Fidji. Toutefois, la répartition entre les entretiens téléphoniques et les entretiens en personne dépendra de ce qui est faisable et approprié au Niger et au Gabon (voir réponse #5).

Dans le contexte du Niger et du Gabon, l'UNCDF s'attend à une répartition différente, avec environ 80% des entretiens menés en personne et 20 % par téléphone. Cette décision sera influencée par la nécessité d'atteindre efficacement le nombre et la diversité des personnes interrogées dans chaque contexte, ce qui reflétera la taille de l'échantillon d'au moins 1.6000 personnes par pays avec une couverture géographique au niveau national.

Toute déviation ou modification de l'approche proposée pour la taille de l'échantillon dans l'offre technique devra être approuvée par le Digital Finance Specialist of UNCDF.

Il est essentiel que les soumissionnaires intègrent leurs calculs estimés de la taille de l'échantillon. Cet aspect sera un élément clé lors de l'évaluation des méthodologies proposées par les candidats.

**7. Q : L'échantillon couvrira-t-il les neuf provinces du Gabon ? Pensez-vous que les huit régions du Niger seront couvertes ? Avez-vous des attentes quant à la répartition de l'échantillon dans ces régions ?**

R : L'enquête doit être représentative au niveau national et refléter la distribution de la population dans les zones urbaines et rurales. Les candidats doivent fournir leur méthodologie pour concevoir la distribution de l'échantillon.

Nous nous attendons à ce que toutes les régions du Niger (7 régions et Niamey) et toutes les provinces du Gabon (9) soient couvertes dans la mesure du raisonnable (compte tenu des situations actuelles et des considérations de sécurité). Les candidats devront proposer un échantillon représentatif et une méthodologie pour atteindre cet échantillon dans leur méthodologie dans le cadre de leur offre technique.

Il est attendu de chaque candidat qu'il fournisse une justification approfondie et bien pensée de la taille de l'échantillon et de sa distribution, qui doit refléter la distribution de la population.

Comme indiqué précédemment, la taille de l'échantillon doit tenir compte d'une marge d'erreur de 2,5 % et d'un niveau de confiance de 95 %, et refléter la répartition géographique et démographique du pays en tenant compte au moins du sexe et de l'âge.

Les entretiens téléphoniques peuvent constituer une solution lorsque l'accès est limité. Pour plus de détails, voir les questions n. 5 et n. 6.

La détermination de la taille de l'échantillon et la méthodologie mise en place à cet effet doivent intégrer, au minimum, les variables suivantes : répartition géographique, sexe et tranches d'âge.

**8. Q : Les Termes de Reference mentionne que l'une des tâches consiste à "Diriger un processus de vérification avec l'UNCDF et les principales parties prenantes dans chaque pays afin de recueillir les réactions locales sur les résultats de l'enquête et d'assurer l'adhésion des partenaires de l'UNCDF dans chaque localité". Ce processus doit-il se dérouler dans le cadre d'un atelier en personne ou peut-il se dérouler dans le cadre d'un atelier virtuel ? Devons-nous inclure les coûts de l'atelier en personne dans le budget ?**

R : Étant donné que nous demandons aux candidats d'être physiquement présents, nous exigerons des ateliers en personne. Si les équipes locales ne peuvent pas se rendre facilement au centre principal, elles devraient avoir des chefs d'équipe locaux pour les représenter et animer ces ateliers.

Nous nous attendons à ce que les représentants sur le terrain soient en mesure d'animer l'atelier. Oui, les coûts de l'atelier doivent être inclus dans le budget.

**9. Q : Vous mentionnez que le cabinet de conseil préparera pour chaque pays un rapport intermédiaire et un rapport final. Il est également indiqué que ces rapports prendront la forme d'une "présentation". Pouvons-nous supposer, à juste titre, que le produit à livrer se présentera sous la forme d'un PowerPoint, et non d'un rapport détaillé sous forme de texte ? Pourriez-vous nous donner plus de détails sur le style de présentation PowerPoint que vous attendez et nous dire si cette présentation comprendra les principaux résultats ou si elle devra être complète et présenter tous les résultats.**

R : Un rapport détaillé sera nécessaire, ainsi qu'une présentation, par exemple en PowerPoint, mettant en évidence les principales conclusions. Les rapports principaux devront être textuels et complets, décrivant les résultats en détail. L'équipe devra également fournir à l'UNCDF un ensemble de données nettoyées. Un exemple de rapport de Fidji est disponible [ICI](#).

## 11

**10. Q : Dans les termes de référence, vous mentionnez "Veuillez noter que le cabinet de conseil doit avoir une présence physique (par l'intermédiaire d'un partenaire du consortium ou de son propre site) au Niger et au Gabon". Si nous avons une équipe dans chacun des pays, mais pas d'enregistrement formel ou un bureau permanent, cela répondra-t-il toujours à votre attente de "présence physique" ?**

R : Nous définissons la présence physique d'une organisation sur la base de l'une des quatre conditions suivantes : (i) constitution d'une entité juridique dans le pays de l'organisation candidate ou de l'un des partenaires du consortium, (ii) établissement d'un bureau opérationnel de l'organisation candidate ou de l'un des partenaires du consortium, (iii) présence de membres de l'équipe ou de points focaux désignés de l'organisation candidate ou de l'un des partenaires du consortium, et (iv) implication de consultant(s) résidant et/ou travaillant au Niger et au Gabon qui dirigeront les efforts des enquêteurs.

L'équipe doit être en mesure de répondre aux exigences nécessaires, y compris l'obtention d'autorisations de recherche ou l'organisation d'ateliers de vérification en personne, comme prévu dans chacun des deux pays.

**11. Q : En Annex 4, Termes de référence en section j. Calendrier : Il est prévu un Webinaire pour l'appel d'offres le 16 Aout 2023. Quels sont les conditions de participation à ce webinaire ? Quel préalable à remplir pour y être invité ?**

R : L'enregistrement du webinaire est disponible sur YouTube à ce [lien](#).

Le lien d'inscription au webinaire se trouve à l'adresse suivante :

<https://undp.zoom.us/meeting/register/tZYvdOCvqzkiHtRf1jYavETzssji39t-QoO5#/registration> . Ce lien était fourni à la fois sur le site Internet du PNUD consacré à la passation de marchés et dans le document principal de l'appel d'offres. Pour participer au webinaire, il suffisait de remplir le formulaire d'inscription ; aucun prérequis ou condition spécifique n'était nécessaire.

**12. Q : En Annex 4, Termes de référence en section Sollicitations : Il est mentionné que « les candidats peuvent postuler de manière indépendante ou en consortium, à condition que le consortium ait un partenariat préétabli » avant de soumettre la candidature. Pouvez-vous clarifier ce que vous entendez par la condition que le consortium ait un partenariat préétabli avant de soumettre la candidature ?**

R : Comme indiqué à la page 22, les candidats qui créent un consortium doivent prouver que le consortium a été établi et qu'il existe un accord clair entre les parties définissant leurs rôles et responsabilités au sein du consortium.

Si le demandeur est un groupe d'entités juridiques qui formera ou a formé une entreprise commune, un consortium ou une association pour la proposition, il doit confirmer dans sa proposition que : (i) qu'ils ont désigné une partie pour agir en tant qu'entité chef de file, dûment habilitée à engager légalement les membres de l'entreprise commune, du consortium ou de l'association conjointement et solidairement, ce qui doit être attesté par un accord dûment notarié entre les entités juridiques, et soumis avec la proposition ; et (ii) que si le contrat leur est attribué, il sera conclu par et entre l'UNCDF et l'entité chef de file désignée, qui agira au nom et pour le compte de toutes les entités membres composant l'entreprise commune.

Après la date limite de soumission de la proposition, l'entité principale identifiée pour représenter l'entreprise commune, le consortium ou l'association ne peut être modifiée sans le consentement écrit préalable de l'UNCDF.

Si la proposition d'une JV, d'un consortium ou d'une association est la proposition retenue pour l'attribution, l'UNCDF attribuera le contrat à la coentreprise, au nom de l'entité principale désignée. L'entité chef de file signera le contrat pour et au nom de toutes les autres entités membres.

La description de l'organisation de la coentreprise, du consortium ou de l'association doit définir clairement le rôle attendu de chacune des entités de la coentreprise dans la réalisation des exigences de la demande de propositions, à la fois dans la proposition et dans l'accord de coentreprise, de consortium ou d'association. Toutes les entités qui composent l'entreprise commune, le consortium ou l'association doivent être soumises à l'évaluation de l'éligibilité et de la qualification par l'UNCDF.

Une entreprise commune, un consortium ou une association, en présentant ses antécédents et son expérience, doit clairement faire la distinction entre les deux :

- celles qui ont été entreprises conjointement par l'entreprise commune, le consortium ou l'association ; et
- Ceux qui ont été entrepris par les entités individuelles de l'entreprise commune, du consortium ou de l'association.

Les contrats antérieurs réalisés par des experts individuels travaillant à titre privé mais qui sont associés de façon permanente ou temporaire à l'un des cabinets membres ne peuvent être revendiqués comme l'expérience de l'entreprise commune, du consortium ou de l'association ou de ses membres, mais doivent être revendiqués uniquement par les experts individuels eux-mêmes dans leur présentation de leurs références individuelles.

Les JV, les consortiums ou les associations sont encouragés pour les besoins multisectoriels de grande valeur, lorsque l'éventail des compétences et des ressources requises n'est pas disponible au sein d'une seule entreprise.

**13. Q : Quel sera l'impact de la situation actuelle au Niger sur l'exécution de la mission ? Est-il possible que l'enquête soit annulée ?**

A : Nous souhaitons que les soumissionnaires présentent une offre en supposant que tout sera en ordre et pourra être mis en œuvre sans délai. Cela étant dit, veuillez noter que nous suivons de près la situation au Niger et adopterons une approche flexible en fonction des conditions prévalentes. L'UNCDF a une équipe sur place au Niger. Cependant, si les circonstances l'exigent, nous disposons d'un plan de contingence. Ce plan prévoit la poursuite de l'enquête uniquement au Gabon, en donnant la priorité à la sécurité de toutes les parties impliquées. Pour faciliter une transition, nous recommandons aux soumissionnaires d'élaborer un budget qui englobe à la fois une enquête au Niger et au Gabon, ainsi qu'un scénario où l'enquête a lieu uniquement au Gabon. De cette manière, si la mission au Niger doit être annulée en raison de problèmes de sécurité, nous pourrions continuer sans délai avec l'enquête au Gabon et retirer du contrat le budget exact alloué à l'enquête au Niger, sans nécessiter de négociations supplémentaires.

**14. Q : En ce qui concerne le budget, le budget prévu est probablement élevé et pourrait encore augmenter au Niger en raison des problèmes de sécurité. En tenant compte de ces considérations, pouvez-vous nous fournir un plafond budgétaire qui a été envisagé pour ce projet ?**

R : L'UNCDF n'est pas en mesure de divulguer à l'avance les détails du budget spécifique dans le cadre de la politique de passation de marchés, qu'il s'agisse d'un montant exact ou d'une fourchette de montants. Nous regrettons de ne pouvoir fournir de telles informations.

**15. Q : Nous souhaiterions obtenir des éclaircissements sur l'affirmation suivante trouvée dans l'appel des offres :**

**UNCDF invite les entités enregistrées qui peuvent offrir des solutions innovantes et évolutives pour relever un ou plusieurs des défis suivants dans les domaines d'intervention. Les candidats doivent également être en mesure de fournir une assurance/preuve de leur capacité à mener légalement des recherches dans le(s) pays proposé(s).**

**Nous supposons que cela ne signifie pas que UNCDF n'engagera que des entreprises qui sont enregistrées localement dans les pays où les enquêtes doivent être réalisées. Nous supposons aussi que UNCDF engagera également des entreprises capables d'entreprendre légalement les enquêtes et de se conformer aux réglementations et exigences locales, quel que soit leur lieu d'implantation. Veuillez confirmer qu'il s'agit là d'une interprétation correcte**

R : L'UNCDF autorise les organisations et les consortiums internationaux et locaux à poser leur candidature à condition qu'ils se conforment aux exigences de l'appel d'offres pour les JV/consortiums, et qu'ils soient en mesure d'entreprendre légalement l'enquête au Niger et au Gabon. En ce qui concerne la présence locale, veuillez-vous reporter à la question #10 où l'UNCDF a détaillé ce que signifie une présence locale dans le cadre de cet appel d'offres et de ce projet.

**16. Q : Quelle est la durée du questionnaire ?**

R : Le questionnaire dure environ 20 à 30 minutes. Les candidats intéressés peuvent consulter le questionnaire de Fidji [ICI](#) (en anglais). Il se trouve à l'annexe B du document.

**17. Q : En ce qui concerne l'annexe 2 relative à la présentation de l'offre, les informations financières doivent-elles être extraites et présentées dans une offre financière distincte ?**

R : Conformément aux termes de référence, les propositions techniques et financières doivent être distinctes. Nous vous conseillons donc d'extraire les points D et E de l'Annexe 2 du document principal de l'appel d'offres pour formuler votre proposition financière en conséquence.

**18. Q : L'organisation ou le consortium sélectionné doit-il couvrir les deux (2) pays en même temps ou une entreprise peut-elle se porter candidate pour un seul pays ?**

R : En référence à la page 7 du document principal de l'appel d'offres, il est important de noter que les devis partiels ne sont pas autorisés. Les tâches et les résultats attendus sont censés être réalisés dans chacun des deux pays, à condition que les conditions de sécurité décrites à la question n° 13 soient respectées. Toute modification de la couverture au cours de l'exécution du contrat devra être discutée, justifiée et acceptée par écrit par l'UNCDF.

**19. Q : Le principal produit livrable est-il une base de données ou un rapport similaire à celui de Fidji ? En d'autres termes, l'organisation/le consortium rédigera-t-il le rapport ou livrera-t-il simplement une base de données que l'UNCDF utilisera pour rédiger le rapport ?**

R : Veuillez-vous référer à la liste des produits attendus, telle que détaillée dans le document principal de l'appel d'offres, pages 8-9 et 25-26 des Termes de Références. Le rapport final et la base de données font partie des produits livrables.

**20. Q : Pour la déclaration de non-inscription sur la liste 1267/1989, proposerez-vous un formulaire ?**

R : Il n'y a pas de formulaire standard, mais vous pouvez utiliser le formulaire de la page suivante pour la déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur la liste de la division des achats des Nations unies ou sur toute autre liste d'exclusion des Nations unies.



Nom du soumissionnaire	: [insérer le nom du soumissionnaire]	Date :	Select date
Référence de l'appel d'offres :	[Insérer le numéro de référence de l'appel d'offres]		

Nous, soussignés, proposons de fournir les services pour [insérer le titre des services] conformément à votre appel d'offres n° [insérer le numéro de référence de l'appel d'offres] et à notre proposition. Nous soumettons par la présente notre proposition, qui comprend la présente proposition technique et notre proposition financière scellées dans une enveloppe séparée.

Nous déclarons par la présente que notre entreprise, ses affiliés, ses filiales ou ses employés, y compris les membres de l'entreprise commune/du consortium/de l'association, les sous-traitants ou les fournisseurs pour toute partie du contrat :

a. ne fait pas l'objet d'une interdiction de passation de marchés de la part des Nations Unies, y compris, mais sans s'y limiter, les interdictions découlant du Recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies ;

b. n'a pas fait l'objet d'une suspension, d'une exclusion, d'une sanction ou n'a pas été identifié comme inéligible par une organisation des Nations unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;

d. n'ont pas de conflit d'intérêts

e. nous n'employons pas, et ne prévoyons pas d'employer, une ou plusieurs personnes qui sont ou ont été membres du personnel de l'ONU au cours de l'année écoulée, si ledit membre du personnel de l'ONU a ou a eu des relations professionnelles avec notre société en sa qualité de membre du personnel de l'ONU au cours des trois dernières années de service auprès de l'ONU (conformément aux restrictions post-emploi de l'ONU publiées dans la circulaire ST/SGB/2006/15) ;

e. n'ont pas déclaré de faillite, ne sont pas impliqués dans une procédure de faillite ou de mise sous séquestre, et n'ont pas fait l'objet d'un jugement ou d'une action en justice susceptible d'entraver leurs activités dans un avenir prévisible ;

f. nous nous engageons à ne pas nous livrer à des pratiques interdites, y compris, mais sans s'y limiter, la corruption, la fraude, la coercition, la collusion, l'obstruction ou toute autre pratique contraire à l'éthique, avec les Nations unies ou toute autre partie, et à mener nos activités de manière à éviter tout risque financier, opérationnel, de réputation ou autre risque indu pour les Nations unies, et nous souscrivons aux principes du Code de conduite des fournisseurs des Nations unies et adhérons aux principes du Pacte mondial des Nations unies.

Nous déclarons que toutes les informations et déclarations contenues dans la présente proposition sont véridiques et nous acceptons que toute interprétation ou déclaration erronée contenue dans la présente proposition puisse entraîner notre disqualification et/ou notre sanction par l'UNCDF

Nous offrons de fournir des services en conformité avec le Dossier d'appel d'offres, en accord avec les Termes de référence.



Notre proposition sera valable et nous engagera pendant la période spécifiée dans les Données particulières de l'appel d'offres.

Nous comprenons et reconnaissons que vous n'êtes pas tenu d'accepter les propositions que vous recevez.

Je soussigné(e) certifie que je suis dûment autorisé(e) par [insérer le nom du soumissionnaire] à signer la présente proposition et à l'engager au cas où l'UNCDF l'accepterait.

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

[Tampon avec le cachet officiel du soumissionnaire]